

## Les biens des jésuites

Le Pape Clément XIV, après avoir, par sa lettre apostolique *Dominus ac Redemptor* du 21 juillet 1773, supprimé la Société de Jésus et transporté aux Ordinaires locaux la juridiction spirituelle et temporelle de ses Supérieurs ; après avoir confié à une congrégation spéciale de cardinaux l'exécution de cette lettre : décida, par une lettre encyclique, en date du 18 août, de la même année, que chaque évêque " prendrait, et retiendrait, au nom du Saint-Siège et en vue de l'usage que lui-même désignerait, la possession de toutes les maisons et collèges (de la Société de Jésus) non moins que tous les droits et titres quelconques relatifs à ces lieux et à ces biens. " Toutelois dans le Bas-Canada, par le fait du gouvernement civil, ces décrets ne furent pas exécutés à la lettre et l'évêque de Québec, pour lors Mgr Briand, laissa, leur vie durant, aux Pères de la Société, l'administration des biens de cette société sise en son diocèse.

A la mort du dernier d'entre eux, en 1800, le gouvernement civil s'empara de tous les biens de la société au Canada et en attribua les revenus à l'instruction publique, cet état de choses persista dans le pays même après le rétablissement de la société par Pie VII, jusqu'à l'an dernier, 1838. A cette époque, le gouvernement de Québec offrit une compensation pour les biens que la société possédait autrefois dans cette province, proposant la somme de deux millions de francs (fr. 2,000,000) et un domaine, appelé La Prairie, situé près de Montréal. Le soussigné, Mgr Dominique Jacobini, archevêque de Tyr, secrétaire de la S. C. de la Propagande, dans l'audience du 22 juillet de la même année, ayant fait rapport sur ces faits à N. S. P. le Pape Léon XIII, Sa Sainteté permit qu'on acceptât la Compensation offerte. Mais, la propriété de ce patrimoine ayant été, comme il a été dit plus haut, dévolue au Saint-Siège, Elle décida que la distribution de la somme à recevoir en compensation, fut réservée au Siège apostolique.

Enfin, N. S. P. le Pape, dans une audience accordée le 5 du mois de janvier courant 1838, au soussigné, l'Éminentissime et Révérendissim. Cardinal Jean Siméoni, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande, après mûr examen, considérant surtout les fins pour lesquelles ces biens, tel qu'exposé, avaient été concédés par les donateurs, savoir l'instruction de la jeunesse catholique et les missions chez les sauvages du Canada, a ordonné que les Pères de la Société de Jésus sur la somme qu'ils recevraient en compensation, retiendraient le domaine communément appelé La Prairie, avec la somme de huit cent mille francs (fr. 800,000), mais qu'ils céderaient sept cent mille fr. (fr. 700,000) à l'Université-Laval dont cinq cent mille (fr. 500,000) à l'Université même, établie à Québec, et deux cent mille (fr. 200,000) à la succursale montréalaise de cette Université ; cinquante mille (fr. 50,000) à l'archidiocèse de Montréal, cent mille (fr. 100,000) à